

L'ACTUALITE INTERNATIONALE

INTERNATIONAL FEDERATION OF ACCOUNTANTS

Conseil international des normes de déontologie (IESBA)

Revue post-application de la norme sur l'indépendance : publication d'un questionnaire

L'IESBA a officiellement lancé la première phase de la revue post-application de sa norme sur l'indépendance avec la publication d'un questionnaire invitant les parties prenantes à commenter les points clés des modifications apportées aux dispositions relatives à l'association à long terme (LAPIR). Ce questionnaire s'inscrit dans le cadre de la collecte d'informations entreprise par le Groupe de travail LAPIR et contribuera à documenter la mise en œuvre de l'obligation de respect d'un délai de viduité de cinq années pour les associés chargés de missions d'audit d'entités d'intérêt public. Cette revue intervient avant l'expiration du délai de la « clause juridictionnelle » applicable jusqu'aux exercices ouverts à compter du 15 décembre 2023, laquelle autorise les pays à appliquer une période de viduité inférieure à cinq années, sous réserve du respect de conditions particulières.

[Pour en savoir plus cliquez ici](#)

IFAC - Communiqué de presse – 14 avril 2021

GROUPE D'ACTION FINANCIERE

Le GAFI, normalisateur mondial de la lutte contre le blanchiment

Les ministres des finances et les gouverneurs des banques centrales ont confirmé leur engagement en vue de s'attaquer à toutes les ressources, techniques et canaux utilisés pour le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme. Le président du GAFI, Marcus Pleyer, rappelle l'importance d'une supervision basée sur le risque afin de détecter et de prévenir efficacement la criminalité financière qui sape l'économie mondiale et entrave la reprise économique. Le G20 se félicite de l'action menée par le GAFI en vue de dissuader les responsables de la conformité d'effectuer un simple « cochage de cases » et de les inciter à se focaliser sur les risques réels (cf. infra).

[Pour en savoir plus cliquez ici](#)

GAFI - Communiqué de presse - 7 avril 2021

Nouveau guide pour une supervision basée sur le risque

Le 4 mars 2021, le GAFI a publié de nouvelles recommandations destinées à contribuer à l'application d'une approche par les risques en matière de supervision de la lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme. Ces recommandations s'appuient sur d'anciens textes publiés en 2015, mais en élargissent le champ afin de renforcer leur applicabilité à des types de blanchiment plus récents (promoteurs immobiliers, marché de l'art) ou à des secteurs de l'économie mondiale qui sont considérés à haut risque en 2021 (tels que les fournisseurs de cryptoactifs).

[Pour en savoir plus cliquez ici](#)

GAFI - Communiqué de presse – 4 mars 2021

L'ACTUALITE EUROPEENNE

ACCOUNTANCY EUROPE

Nouvel opus d'Audit Policy Update

Accountancy Europe met en ligne un nouvel opus de sa publication récurrente, Audit Policy Update, daté d'avril 2021. On retiendra les points suivants :

- l'étude sur l'évolution des seuils d'exemption de l'audit dans les pays européens (cf. Newsletter Dipac au 9 avril 2021) ;
- la publication du CEA OB concernant la nomination des auditeurs d'EIP (cf. infra) ;
- la consultation de la Commission européenne sur la supervision des marchés de capitaux européens (cf. infra) ;
- les résultats de la neuvième enquête annuelle de l'IFIAR ;
- et la publication de la norme ISAE 3000 de l'IFAC sur les missions de reporting externe étendu.

[Pour en savoir plus cliquez ici](#)

ACE - Communiqués de presse – 14 avril 2021

ACE documente la proposition européenne sur la gouvernance d'entreprise durable

ACE reproduit un article, rédigé par Raquel Guerra et paru dans ENDSEurope, qui explore les différents points de vue exprimés sur la proposition de la Commission européenne de légiférer en vue d'une gouvernance d'entreprise durable, destinée à s'assurer que les entreprises intègrent bien des critères de durabilité dans leurs opérations. De nombreux points figurant dans les plans de l'Union européenne sont l'objet de débats passionnés, et notamment la mise en place d'une diligence de vigilance obligatoire en matière de droits de l'homme et d'environnement pour les entreprises de l'Union européenne.

[Pour en savoir plus cliquez ici](#)

ACE - Communiqués de presse – 9 avril 2021

Transition numérique : les obstacles qui se posent aux PME et aux petits et moyens cabinets

Pour les PME, la transformation numérique est plus urgente que jamais, la pandémie de Covid-19 ayant mis en évidence le rôle de la transition numérique dans la résilience des PME, afin d'améliorer leur efficacité, encourager la concurrence et promouvoir l'innovation. Néanmoins, cette transition ne se déroule pas sans heurts et les défis sont nombreux sur la voie conduisant au tout numérique. Selon ACE, les petits et moyens cabinets doivent se mobiliser pour aider leurs clients PME à en tirer le maximum d'avantages. Sur la base de 39 dirigeants et représentants d'organismes professionnels membres disposant d'une expérience directe de collaboration avec les PME interrogés, ACE présente les trois principaux obstacles qui entravent la transformation numérique, respectivement chez les PME et chez les Petits et moyens cabinets. Chez les PME, ACE souligne :

- l'insuffisance de compétences appropriées parmi les membres du personnel en place ;
- le manque de ressources matérielles et financières ;
- le manque de connaissances sur le numérique et ses atouts.

Chez les Petits et Moyens cabinets, ACE identifie comme défi majeur les modifications de structure et de culture induites par la transition numérique. ACE rappelle que les instituts professionnels nationaux peuvent jouer un rôle majeur dans ce domaine. Des investissements dans des programmes de formation numérique pourraient ainsi être déterminants pour encourager le changement de mentalité.

ACE clôt son enquête avec la présentation des avantages que peuvent en tirer tant les Petits et moyens cabinets que les PME.

[Pour en savoir plus cliquez ici](#)

ACE - Communiqués de presse – 8 avril 2021

COMMISSION EUROPEENNE

Consultation sur la surveillance des marchés de capitaux de l'Union européenne

La Commission européenne a lancé le 12 mars 2021 une consultation sur le fonctionnement des autorités européennes de surveillance financière qui vise à collecter des informations sur :

- les pratiques de surveillance des autorités nationales ;
- la convergence entre ces pratiques ;
- la contribution des règles européennes à un manuel de supervision unique susceptible de conduire à une supervision transfrontière au sein de l'Union des marchés de capitaux.

La consultation fait également référence à l'affaire Wirecard, et s'interroge sur l'opportunité de renforcer la surveillance paneuropéenne dans le domaine de l'audit et du reporting financier et pose la question de savoir si l'ESMA devait avoir un rôle dans la directive et le règlement sur l'audit.

Les parties intéressées doivent soumettre leurs réponses d'ici le 21 mai 2021.

[Pour en savoir plus cliquez ici](#)

ACE - Audit Policy Update - 14 avril 2021

COMMITTEE OF EUROPEAN AUDIT OVERSIGHT BODIES

Le CEAOB publie des recommandations sur la nomination des auditeurs d'EIP

Le Committee of European Audit Oversight Bodies (CEAOB) est le comité européen placé auprès de la Commission européenne, qui rassemble les autorités européennes de supervision de l'audit. Il vient de publier des recommandations visant à clarifier différents points en rapport avec la nomination des auditeurs d'entités d'intérêt public. Ces recommandations, sans force d'autorité, se présentent sous la forme de Questions et réponses permettant d'aborder les questions pratiques qui se posent concernant la nomination des auditeurs d'EIP. Les Etats membres sont encouragés à les mettre en application dans leur juridiction respective afin d'assurer une approche uniforme au sein de l'Union européenne.

[Pour en savoir plus cliquez ici](#)

Commission européenne – 16 mars 2021

EUROPEAN FINANCIAL REPORTING ADVISORY GROUP

L'EFRAG publie son projet de commentaires sur la consultation de l'IASB relative aux actifs et passifs réglementaires

L'EFRAG met en consultation jusqu'au 28 juillet 2021 son projet de lettre de commentaires sur l'exposé-sondage de l'IASB, ED/2021/1, «Regulatory Assets and Regulatory Liabilities », qui vise à faire obligation aux entreprises soumises à une réglementation tarifaire de fournir aux investisseurs une meilleure information sur leur performance financière.

Cette nouvelle norme est destinée à remplacer la norme IFRS 14, «Regulatory Deferral Accounts». Dans son projet de lettre de commentaire, l'EFRAG fait part de son soutien global aux propositions de l'IASB, dont les avantages lui paraissent surpasser les coûts qui en découlent pour les utilisateurs et les responsables de la préparation des informations.

Il note différents points de détail susceptibles d'être améliorés

[Pour en savoir plus cliquez ici](#)

EFRAG – Communiqué de presse – 13 avril 2021

L'ACTUALITE PAR PAYS

ETUDES INTERNATIONALES

Les réseaux mondiaux de comptabilité en temps de pandémie

International Accounting Bulletin présente les résultats de son étude mondiale sur les d'honoraires en 2020 de 52 entités, 30 réseaux et 22 associations. Parmi les 30 réseaux, cinq seulement ont fait part d'une baisse de leurs honoraires, le taux de croissance global est de 3 % et les revenus totaux s'élèvent à 210 milliards de \$.

Pour les 22 associations, la situation a été plus difficile, avec un taux de croissance de 2 %, contre 14 % l'année passée.

Pour les Big Four, trois d'entre eux annoncent une croissance et les revenus totaux augmentent de 2,2 milliards de \$ par rapport à 2019. Deloitte demeure le leader du marché, talonné de près par PwC. S'agissant des grands cabinets en dehors des Big Four, c'est BDO qui domine, suivi par RSM.

International Accounting Bulletin propose une analyse détaillée des performances de chacun des principaux réseaux mondiaux par ligne de services et par région.

[Pour en savoir plus cliquez ici](#)

International Accounting Bulletin – 9 avril 2021

AUSTRALIE

Information sur les actifs incorporels

L'AASB veut savoir s'il existe des lacunes dans l'information fournie aux utilisateurs des états financiers en relation avec les actifs incorporels. Son équipe technique a lancé une étude en vue de collecter les commentaires des utilisateurs des états financiers sur quelques points spécifiques concernant la comptabilisation des actifs incorporels, en se focalisant notamment sur les incorporels générés en interne. L'étude aidera le normalisateur à mieux comprendre les besoins d'information spécifiques des utilisateurs qui pourraient raisonnablement figurer dans les états financiers.

[Pour en savoir plus cliquez ici](#)

AASB Weekly Update – 15 avril 2021

CANADA

Principaux enseignements des forums pour comités d'audit en 2020

La Canadian Public Accountability Board (CPAB) a organisé en 2020 une vingtaine de forums à l'intention des présidents de comités d'audit et des directeurs financiers d'entreprises cotées. L'objectif est d'évaluer l'incidence de la pandémie de COVID-19 sur la présentation de l'information financière et sur la qualité de l'audit dans différents secteurs d'activité, tels que le secteur de l'immobilier, le secteur minier, le secteur de l'énergie et le secteur des institutions financières. Il publie désormais les points saillants de ces forums.

[Pour en savoir plus cliquez ici](#)

CPAB – Communiqué de presse - 8 avril 2021

CPA Canada consulte sur un nouveau rapport de finance durable

CPA Canada veut contribuer à la transition du Canada vers une économie carboneutre et publie dans ce cadre un nouveau guide, intitulé «Consultation Report on the Canadian Energy Sector's Transition to Net Zero». Ce rapport propose une synthèse des commentaires exprimés par les principaux acteurs du secteur pétro-gazier canadien à l'occasion d'entrevues et de tables rondes virtuelles organisées par CPA Canada et la Section canadienne du réseau A4S CFO Leadership Network.

[Pour en savoir plus cliquez ici](#)

CPA Canada – 9 avril 2021

ETATS-UNIS

Le PCAOB renouvelle son accord de coopération avec le H3C

Le PCAOB a annoncé le renouvellement de son accord de coopération avec le Haut Conseil du Commissariat aux Comptes français, initialement conclu en 2013. Cet accord permet notamment des échanges d'informations entre les deux instances, dans des conditions strictement définies. Il prévoit par ailleurs pour chacune la possibilité d'exercer des contrôles conjoints en France et aux Etats-Unis, sur les cabinets d'audit dans leur domaine de supervision. Enfin, le protocole conclu s'accompagne d'un accord spécifique concernant la protection des données personnelles.

Pour en savoir plus [cliquez ici](#)

PCAOB - Communiqué de presse - 9 avril 2021

NOUVELLE-ZELANDE

Reporting durable et séquestration de carbone

Le reporting durable a le vent en poupe et la plupart des 250 plus grandes entreprises publient désormais périodiquement des rapports durables sur lesquels des auditeurs expriment une assurance. Chartered Accountants Australia New Zealand s'est associé à une recherche visant un reporting durable plus exact, basé en l'occurrence sur le captage et la séquestration de carbone. Les arbres stockent près de 45 % du carbone mondial et de nombreuses entreprises choisissent de compenser leur empreinte carbone en plantant des arbres. L'un des principaux défis qui se pose alors aux professionnels comptables est de savoir calculer avec exactitude le carbone capté et séquestré. Cette recherche est la première étude complète du genre réalisée dans un environnement urbain.

Pour en savoir plus [cliquez ici](#)

CAANZ – Communiqué de presse - 30 mars 2021

ROYAUME-UNI

Qualité de l'audit : l'ICAEW veut relever la barre

L'Audit and Assurance Faculty de l'ICAEW publie un essai, intitulé «Audit quality: how to raise the bar», qui examine la qualité de l'audit du point de vue des propriétaires de l'entreprise, des aspects comportementaux et des facteurs structurels. L'essai entend démontrer que la qualité de l'audit n'est pas l'affaire des seuls auditeurs, mais que les conseils d'administration, les comités d'audit, les investisseurs, les régulateurs et les normalisateurs de l'audit ont non seulement un rôle à jouer, mais portent une responsabilité à son égard. Il met en avant sept mesures à mettre en œuvre.

Pour en savoir plus [cliquez ici](#)

ICAEW – Communiqué de presse – 10 mars 2021

EVENEMENTS ET CONFERENCES

Webinaire organisé par Accountancy Europe :

Le 29 avril 2021, sur les missions d'assurance sur le reporting non financier (Working Together for the planet: Audit & Assurance of sustainability Information)

Pour en savoir plus [cliquez ici](#)